

Secrétariat aux affaires  
francophones

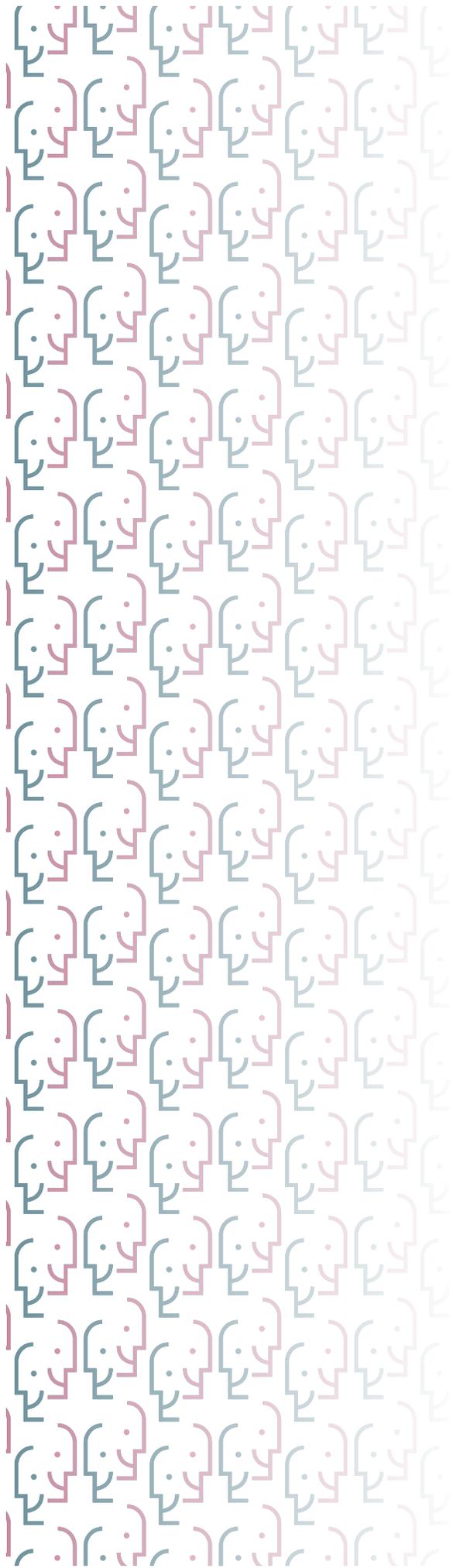
Francophone  
Affairs Secretariat

[www.manitoba.ca/fls-slf](http://www.manitoba.ca/fls-slf)

# Rapport sur les services en langue française

## Report on French Language Services

*2014–2015*



Disponible en médias substitués, sur demande.  
Available in alternate formats, upon request.

## Table des matières

<b>Glossaire</b> .....	2
<b>Message du premier ministre</b> .....	3
<b>Évolution de la mise en œuvre des services en langue française et principales initiatives</b> .....	5
<b>Points saillants de 2014-2015</b>	
Secrétariat aux affaires francophones .....	14
Centres de services bilingues .....	15
Coopération intergouvernementale.....	17
Ententes de coopération	
Entente Canada-Manitoba pour les services en français .....	18
Manitoba–Nouveau-Brunswick et Manitoba–Québec.....	19
Manitoba–Basse-Normandie (France).....	19
Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award .....	21
<b>Aperçu de la capacité bilingue</b> .....	24
<b>Annexe I – Énoncé de politique</b> .....	30
<b>Annexe II – Réalisations individuelles des instances administratives*</b>	

\* L'Annexe II sera publiée en format électronique seulement.  
Voir : [www.manitoba.ca/fls-slf/reports.html](http://www.manitoba.ca/fls-slf/reports.html).

## Table of Contents

<b>Glossary</b> .....	2
<b>Message from the Premier</b> .....	3
<b>Evolution of French Language Services Implementation and Major Initiatives</b> .....	5
<b>Highlights 2014/15</b>	
Francophone Affairs Secretariat.....	14
Bilingual Service Centres .....	15
Intergovernmental Cooperation .....	17
Cooperation Agreements	
Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services.....	18
Manitoba–New Brunswick and Manitoba–Québec.....	19
Manitoba–Lower Normandy (France) .....	19
Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award .....	21
<b>Overview of Bilingual Capacity</b> .....	24
<b>Appendix I – Statement of Policy</b> .....	30
<b>Appendix II – Individual Accomplishments of Administrative Bodies*</b>	

\* Appendix II will be published in electronic format only.  
See [www.manitoba.ca/fls-slf/reports.html](http://www.manitoba.ca/fls-slf/reports.html).

## Glossaire

AMBM	Association des municipalités bilingues du Manitoba
CCFM	Centre culturel franco-manitobain
CDEM	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba
CMFC	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne
CSB	Centre(s) de services bilingues
DSFM	Division scolaire franco-manitobaine
ECMPFSF	Entente Canada-Manitoba pour les services en français
ORS	Office régional de la santé
RIFC	Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne
SFM	Société franco-manitobaine
SLF	Services en langue française
USB	Université de Saint-Boniface
WTCW	World Trade Centre Winnipeg

## Glossary

AMBM	Association of Manitoba Bilingual Municipalities
BSC	Bilingual Service Centre
CCFM	[Franco-Manitoban Cultural Centre]
CDEM	Economic Development Council for Manitoba Bilingual Municipalities
CMAFLS	Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services
DSFM	[Franco-Manitoban School Division]
FLS	French Language Services
INCF	Intergovernmental Network of the Canadian Francophonie
MCCF	Ministerial Conference on the Canadian Francophonie
RHA	Regional Health Authority
SFM	[Franco-Manitoban Society]
USB	[University of St. Boniface]
WTCW	World Trade Centre Winnipeg

## Message du premier ministre



**M. Greg Selinger**  
**Premier ministre du Manitoba et**  
**ministre responsable des Affaires francophones**

J'ai le plaisir de présenter le *Rapport sur les services en langue française 2014-2015*. C'est un privilège et un honneur d'assumer ce portefeuille depuis 1999. L'approche de notre gouvernement relativement aux services en langue française (SLF) est axée sur la stabilité et la continuité et nous soutenons sans relâche les SLF et les investissements dans les régions désignées bilingues afin d'améliorer les services. Cela permet de garantir que les priorités et les questions sont bien comprises et traitées rapidement. Nous investissons également dans l'établissement de partenariats avec le Québec, le Nouveau-Brunswick et la France afin de faire avancer des intérêts communs.

Agissant conformément aux recommandations du rapport Chartier de 1998, notre gouvernement a travaillé continuellement à la création de conditions qui permettent d'offrir des SLF plus pratiques et plus accessibles. Pour cela, des efforts considérables ont été déployés afin de mettre en place six centres de services bilingues (CSB) – des guichets ou interfaces uniques – en zone urbaine et rurale dans lesquels la population peut obtenir, dans la langue officielle de son choix, des services des gouvernements fédéral et provincial et dans certains cas aussi, des services municipaux. En 2014-2015, soit plus de dix ans après l'établissement du premier centre, l'identité visuelle des CSB a été modernisée avec la création d'un nouveau logo et de matériel promotionnel. Le nouveau logo des centres intègre celui du *Bonjour-Hello* de l'offre active du gouvernement.

Afin de soutenir la vitalité de la communauté francophone et de protéger ses droits linguistiques, notre gouvernement a adopté, depuis 1999, plusieurs politiques, règlements et lois qui ont permis de renforcer les droits linguistiques existants dans la province. Notons, entre autres, le Règlement sur la désignation des établissements et des programmes francophones et bilingues (RM 131/2013) pris en application de la *Loi sur les offices régionaux de la santé*, la *Loi sur les centres de services bilingues*

## Message from the Premier

**Honourable Greg Selinger**  
**Premier of Manitoba and**  
**Minister responsible for Francophone Affairs**

I am pleased to present the *Report on French Language Services 2014-2015*. It is a privilege and an honour for me to continue assuming the portfolio of Francophone Affairs, one I have held since 1999. Stability and continuity are at the core of our government's approach to French language services (FLS), and we are consistently supporting FLS and investments in designated areas to improve services. This ensures priorities and issues are well-understood and addressed promptly. We are also investing in building partnerships with Quebec, New Brunswick and France to advance common interests.

Acting upon the recommendations of the 1998 Chartier Report, our government has steadily worked on creating conditions that are conducive to the delivery of more practical and accessible FLS. To this end, considerable efforts and energy were devoted to establishing six rural and urban Bilingual Service Centres (BSCs) – one-stop shops or single windows – where citizens can obtain, in the official language of their choice, federal and provincial services and, in some cases, municipal services as well. In 2014/15, more than a decade after the establishment of the very first centre, the BSCs' visual identity was modernized with a new logo and promotional materials. The new look maintains a link with the government's *Bonjour-Hello* active offer theme.

To support the vitality of the Francophone community and protect language rights, our government has adopted, since 1999, a number of policies, regulations and acts and has worked within existing legislation and policies to strengthen language rights in the Province. Examples include: the Bilingual and Francophone Facilities and Programs Designation Regulation (131/2013) of *The Regional Health Authorities Act*; *The Bilingual Service Centres Act*;

et la *Loi sur l'Université de Saint-Boniface*. Ces documents s'appuient sur des textes de loi et des politiques qui existaient avant 1999.

En octobre 2014, j'ai annoncé que notre gouvernement renforcerait les services en langue française dans les municipalités bilingues qui ont fusionné à des municipalités avoisinantes. Le 3 décembre 2014, nous avons présenté le Projet de loi 10, la *Loi modifiant la Loi sur les municipalités*. Ce projet de loi a pour but le maintien de services en langue française définis en vertu de règlements municipaux existants, dans le cas d'une fusion entre une municipalité désignée bilingue et une autre municipalité ne l'étant pas.

De plus, notre gouvernement a continué à investir dans les priorités communautaires déterminées dans le *Plan stratégique communautaire 2010–2015* élaboré par la Société franco-manitobaine (SFM). Nous avons annoncé la construction d'un centre d'accès communautaire entièrement bilingue à Saint-Boniface afin d'offrir des services dans les domaines de la santé et des services sociaux.

La communauté francophone du Manitoba est dynamique et organisée. Elle continue d'évoluer et change sur le plan démographique, notamment en raison de phénomènes comme l'exogamie et l'immigration francophone. Afin de mieux comprendre les priorités communautaires changeantes et de faciliter un dialogue constructif, la Province a établi, en 2013, le Comité consultatif pour l'amélioration des services en langue française. Composé de sous-ministres et de représentants de la communauté nommés par la SFM, ce comité continuera à élaborer un ensemble de mesures qui contribueront à la vitalité de la communauté francophone. Cela comprendra notamment la formulation d'une définition inclusive de « francophone », et je me suis déjà déclaré publiquement en faveur d'une telle mesure à de nombreuses occasions.

Il est certes important de faire en sorte que les investissements du gouvernement soient alignés sur les priorités communautaires, mais il faut aussi aller de l'avant en s'appuyant sur les investissements et les réalisations passés afin de soutenir le développement de la communauté. Pour ce qui est de l'offre de services en français, la collaboration et l'innovation sont, encore et toujours, essentielles au succès.

and *The Université de Saint-Boniface Act*. These build on legislation and policies that existed prior to 1999.

In October 2014, I announced that our government would strengthen French language services in bilingual municipalities that amalgamated with neighboring municipalities. On December 3, 2014, we introduced Bill 10 – *The Municipal Amendment Act*. This bill is intended to ensure that French language services defined through existing municipal bylaws are maintained in the new amalgamated municipalities where one partner municipality was designated bilingual and the other wasn't.

Furthermore, our government has continued to invest in supporting the community priorities identified in the 2010–2015 community strategic plan developed by the Société franco-manitobaine (SFM). We have announced the construction of a fully-bilingual Access Centre in St. Boniface to provide services in the health and social services sectors.

Manitoba's Francophone community is dynamic and organized. It continues to evolve and the demographics are changing due to the phenomenon of exogamy and Francophone immigration among other things. In order to better understand the community priorities as they change and to facilitate a constructive dialogue, the Province established, in 2013, the Advisory Committee on the Improvement of French Language Services. Comprised of deputy ministers and representatives appointed by the SFM, this committee will continue to work in developing a set of measures that will contribute to the vitality of the Francophone community. This will include, for example, formulating an inclusive definition of "Francophone", of which I have publicly declared being in favour on a number of occasions.

It is important not only to ensure that government investments are aligned with community priorities, but also build on past investments and accomplishments to sustain the development of the community. When it comes to the provision of services in French, collaboration and innovation are and will continue to be the key to success.



# Évolution de la mise en œuvre des SLF et principales initiatives

---

## Evolution of FLS Implementation and Major Initiatives

## Évolution de la mise en œuvre des SLF et principales initiatives

### 1989 - 1991

- Adoption de la politique en matière de services en langue française (SLF) en novembre 1989
- Mise en œuvre des SLF en vertu de la politique officielle et pour la continuation de certains projets élaborés avant l'adoption de la politique
- Étude sur les façons et les moyens d'assurer des services de santé en français (Rapport Gauthier)
- Signature de l'Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles

### 1991 - 1993

- Élaboration d'un ensemble complet de lignes directrices pour la mise en œuvre de la politique mettant l'accent sur l'offre active de services en langue française
- Création du Comité consultatif sur les services de santé en français et premières mesures de suivi découlant des recommandations du Rapport Gauthier
- Publication du *Guide des services en langue française*, un document d'information et de promotion
- Installation de panneaux routiers bilingues dans les zones désignées
- Soutien à la prestation de services de traduction pour les municipalités bilingues

### 1993 - 1995

- Élaboration des plans de mise en œuvre des services en français conformément aux lignes directrices, pour les ministères, les sociétés d'État concernées et les établissements de santé désignés dans le Rapport Gauthier
- Établissement d'une maison de seconde étape pour les femmes francophones et leurs enfants (victimes de violence familiale)
- Mise sur pied d'un service de ressources spécial, *Santé en français*, pour aider les établissements de santé désignés dans leurs activités de planification et de prestation de services en français
- Création de la Division scolaire franco-manitobaine
- Renforcement des dispositions de la Partie III de la *Loi sur la Ville de Winnipeg* en ce qui concerne la prestation des services en langue française
- Renouvellement de l'Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles

## Evolution of FLS Implementation and Major Initiatives

### 1989 - 1991

- Introduction of French Language Services (FLS) policy in November 1989
- Implementation of FLS based on official policy and as a continuation of some pre-policy initiatives
- Study regarding ways and means of ensuring French language health services (the Gauthier Report)
- Signing of the Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages (CMGAPOL)

### 1991 - 1993

- Development of comprehensive guidelines for the implementation of policy and geared to an active offer of French Language Services
- Establishment of the Advisory Committee on Health Services in French and initial follow-up on the Gauthier Report recommendations
- Publication of the *French Language Services Guide*, an information and promotion document
- Placing of bilingual highway signs in designated areas
- Support for the provision of translation services for bilingual municipalities

### 1993 - 1995

- Development of FLS implementation plans based on the guidelines, by departments, Crown corporations concerned and the designated health facilities identified in the Gauthier Report
- Establishment of a second-stage facility for Francophone women and their children (victims of family violence)
- Establishment of special Resource Unit, *Santé en français*, to assist designated health facilities with their planning and delivery of services in French
- Creation of Franco-Manitoban School Division
- Strengthening of Part III of the *City of Winnipeg Act* regarding the provision of French language services
- Renewal of Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages

## 1995 - 1997

- Efforts particuliers visant à assurer la mise en œuvre satisfaisante de la politique :
  - Séances d’information et de présentation d’une vidéocassette sur l’offre active, à l’intention des personnes occupant des postes désignés dans des bureaux désignés
  - Cours de français destinés aux personnes occupant des postes désignés
- Études sur les façons et les moyens d’offrir des services sociaux en français (pour les personnes âgées, les personnes handicapées, etc.)
- Approbation et planification des travaux de construction d’un centre du patrimoine franco-manitobain
- Désignation d’Offices régionaux de la santé (ORS) en vue d’assurer la prestation de services en langue française dans le contexte du regroupement et de la régionalisation des services de santé
- Création du Groupe de travail sur l’amélioration des services en langue française au sein du système judiciaire au Manitoba
- Soutien aux initiatives de développement économique dans la communauté francophone

## 1997 - 1999

- Évaluation de l’offre et de la prestation de services par rapport à l’énoncé de la politique (Rapport Dubé)
- Révision de la politique en matière de SLF (Rapport Chartier)
- Modification de la politique et des lignes directrices qui s’y rapportent (selon les recommandations du Rapport Chartier)
- Adoption d’un règlement sur les obligations des ORS en matière de SLF
- Promotion des SLF notamment à l’aide d’Internet
- Amélioration des SLF dans les zones désignées grâce à de nouvelles technologies et à des approches différentes (Projet d’amélioration des systèmes, etc.)
- Création d’un comité consultatif des services sociaux en langue française
- Désignation de certains organismes de services sociaux recevant des fonds du gouvernement provincial qui doivent veiller à offrir leurs services en français
- Construction du Centre du patrimoine franco-manitobain comme annexe au Centre culturel franco-manitobain (CCFM)
- Décision du Conseil des ministres d’établir des centres de services gouvernementaux bilingues dans les régions désignées

## 1999 - 2002

- Création d’une équipe de facilitateurs des SLF associée au Secrétariat des SLF
- Approbation par le Conseil du Trésor et planification détaillée pour mettre sur pied trois centres bilingues de services gouvernementaux à Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Boniface et Saint-Pierre-Jolys
- Renouvellement de l’Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles pour la période de 2000 à 2004
- Mise sur pied d’un centre de soins primaires complètement bilingue à Saint-Boniface
- Création du poste de coordinateur du recrutement de personnel de la santé bilingue
- Création du Conseil communauté en santé pour remplacer le Comité consultatif sur les services de santé en français
- Élaboration, avec l’aide de plusieurs intervenants, d’un modèle pratique pour la prestation en français des services de la GRC
- Amélioration du financement de la DSFM grâce à l’Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles, volet Éducation
- Construction de l’école française Christine-Lespérance (M-8) dans le sud de Saint-Vital
- Entente tripartite pour la mise sur pied d’un comité paritaire visant à favoriser le développement économique et la coopération
- Subvention de 300 000 \$ à Francofonds pour souligner l’Année de la Francophonie canadienne
- Élaboration, finalisation et approbation de plans des SLF dans divers ORS, organismes de services sociaux, ministères et sociétés d’État désignés
- Publication annuelle d’un rapport sur les SLF

## 1995 - 1997

- Special efforts to ensure an adequate implementation of policy:
  - Active offer video and orientation sessions for employees in designated positions and designated offices
  - French language training for employees in designated positions
- Studies regarding ways and means of ensuring French language social services (seniors, disabled individuals, etc.)
- Approval and planning of a *Centre du patrimoine* (Francophone heritage centre)
- Designation of Regional Health Authorities (RHAs) to ensure FLS in the consolidated and regionalized health services
- Creation of Working Group on the Enhancement of French Language Services in Manitoba's Justice System
- Support of economic development initiatives in the Francophone community

## 1997 - 1999

- Assessment of the offer and delivery of services as per policy (Dubé Study)
- Review of the FLS policy (Chartier Report)
- Modification of FLS policy and guidelines (based on the Chartier Recommendations)
- Enactment of a regulation re: the obligations of RHAs with respect to FLS
- Promotion of FLS using the Internet and other means
- Provision for FLS in designated areas using new technologies and approaches such as Better Systems Initiative, etc.
- Creation of Advisory Committee on French Language Social Services
- Designation of some social services agencies/organizations which receive provincial government funding, as ones which must ensure that their services are available in French
- Construction of the *Centre du patrimoine* (Francophone heritage centre) as an annex to the Franco-Manitoban Cultural Centre (CCFM)
- Cabinet decision to establish bilingual government service centres in the designated areas

## 1999 - 2002

- Creation of a FLS Facilitator team attached to the FLS Secretariat
- Treasury Board approval and detailed planning to establish three bilingual government service centres in Notre Dame de Lourdes, St. Boniface and St-Pierre-Jolys
- Renewal of the Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages (CMGAPOL) for the period of 2000-2004
- Establishment of a completely bilingual primary health centre in St. Boniface
- Creation of a Bilingual Health Recruitment Coordinator position
- Establishment of the *Communauté en santé* Board to replace the Advisory Committee on Health Services in French
- Development, with various stakeholders, of a practical model for the delivery of RCMP services in French
- Strengthened funding and support to the DSFM through the Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages in Education
- Construction of École Christine-Lespérance, a K-8 Français school in South St. Vital
- Tri-Level Agreement to establish a *comité paritaire* (joint committee) to foster economic development cooperation
- Grant of \$300,000 to Francofonds, to highlight the National Year of the Canadian Francophonie
- Development, finalization and approval of FLS Plans of various designated RHAs, social service agencies, departments and Crown corporations
- Annual publication of a Report on FLS

## 2002 - 2008

- Ouverture officielle des trois premiers Centres de services bilingues (CSB) à Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Boniface et Saint-Pierre-Jolys
- Mise sur pied d'un tribunal itinérant provincial et d'un poste de généraliste des services judiciaires au CSB de Saint-Pierre-Jolys
- Désignation du Conseil communauté en santé (CCS) à titre de porte-parole officiel de la communauté francophone dans les domaines de la santé et des services sociaux
- Édiction du *Règlement sur les SLF* (199/2005) en vertu de la *Loi sur les régies de services à l'enfant et à la famille*
- Plus grand accent sur la collaboration intergouvernementale par la signature :
  - d'ententes de coopération avec le Nouveau-Brunswick, le Bas-Rhin (Alsace) et le Québec
  - de l'Entente auxiliaire de coopération Canada-MB sur la promotion des langues officielles – Coopération intergouvernementale sur les affaires francophones
  - de l'Entente Canada-Manitoba relative aux services en français 2005-2006 à 2008-2009
- Nouveau modèle de financement pour la DSFM qui reconnaît coûts additionnels et différentiels
- Construction du Centre scolaire Léo-Rémillard (école française 9-12) dans le sud de Saint-Vital
- Ouverture de l'école française Jours de Plaine (M-12) à Laurier
- Mise sur pied de six Centres de la petite enfance et de la famille
- Ouverture de centres de santé francophones ou bilingues dans plusieurs localités rurales et urbaines
- Lancement du centre d'appel Health Links – Info Santé, dont la composante française est assurée par le Centre de santé Saint-Boniface
- Initiative d'Accueil francophone en immigration (fédéral-provincial-SFM)
- Adoption d'un ensemble de mesures visant à favoriser la nomination d'un plus grand nombre de personnes bilingues aux tribunaux quasi-judiciaires
- Lancement du *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* (fédéral-provincial-SFM)
- 25<sup>e</sup> anniversaire du Secrétariat souligné par son changement de nom à *Secrétariat aux affaires francophones*

## 2008 - 2012

- Ouverture officielle des CSB à Saint-Vital et Sainte-Anne et d'un centre temporaire à Saint-Laurent
- Promulgation de la *Loi sur l'Université de Saint-Boniface*, qui accorde plus d'autonomie à cet établissement
- Signature de :
  - l'Entente Canada-Manitoba relative aux services en français 2009-2013
  - l'Entente Canada-Manitoba relative au projet de construction du nouveau théâtre du Cercle Molière, dont l'inauguration officielle a eu lieu en juin 2010
  - l'accord de partenariat quinquennal entre les Centres de services bilingues et le Centre d'information 233-ALLÔ de la SFM
- Construction de l'École communautaire Aurèle-Lemoine (M-12) à Saint-Laurent
- Diffusion par la plupart des câblodistributeurs au Manitoba du signal de la chaîne éducative francophone de l'Ontario (TFO)
- Subvention de 300 000 \$ sur trois ans – cofinancée à parts égales par le Manitoba et le Canada – à la Maison Gabrielle-Roy et au Circuit littéraire de Gabrielle-Roy
- Expansion des services de l'Accueil francophone, grâce à un financement accru
- Renouvellement du financement versé au CDEM et à Entreprises Riel pour appuyer leurs activités en matière de développement économique et touristique
- *Centrallia 2010*, forum international des entreprises, organisé par l'ANIM et la Chambre de commerce de Winnipeg avec l'appui financier des gouvernements du Manitoba et du Canada
- Lancement du projet pilote pour la création de postes de coordonnateurs.trices bilingues des SLF à temps partagé, travaillant pour des regroupements de ministères
- Lancement de la nouvelle gamme d'outils de promotion *Bonjour-Hello* sur l'offre active des services en français au Manitoba

## 2002 - 2008

- Official opening of the first three Bilingual Service Centres (BSCs) in Notre Dame de Lourdes, St. Boniface and St-Pierre-Jolys
- Establishment of a provincial circuit court and justice generalist position at the BSC in St-Pierre-Jolys
- Designation of the *Conseil communauté en santé* (CCS) as the Official Representative of the Francophone Community in the Areas of Health and Social Services
- Establishment of *FLS Regulation 199/2005* under *The Child and Family Services Authorities Act*
- Greater emphasis on intergovernmental cooperation through the signing of:
  - cooperation agreements with New Brunswick, the Bas-Rhin (Alsace) and Quebec
  - the Canada-MB Auxiliary Cooperative Agreement on the Promotion of Official Languages – Intergovernmental Cooperation on Francophone Affairs
  - the Canada-Manitoba Agreement on French Language Services 2005/06 to 2008/09
- New funding model for the DSFM, which acknowledges additional and differential costs
- Construction of the Centre scolaire Léo-Rémillard, a Grade 9-12 Français school in South St. Vital
- Opening of École Jours de Plaine, a K-12 Français school in Laurier
- Establishment of six Early Childhood and Family Centres
- Opening of Francophone and bilingual health centres in various rural and urban communities
- Launch of the Health Links – Info Santé call centre, the French-language component of which is provided by the Centre de santé Saint-Boniface
- *Accueil francophone* immigration initiative (Federal-Provincial-SFM)
- Approval of a set of measures to promote the appointment of a greater number of bilingual individuals to quasi-judicial tribunals
- Launch of the *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* (Federal-Provincial-SFM)
- 25<sup>th</sup> Anniversary of the Secretariat highlighted with name change to *Francophone Affairs Secretariat*

## 2008 - 2012

- Official opening of the BSC in St. Vital and Ste. Anne and of a temporary BSC in St. Laurent
- Enactment of *The Université de Saint-Boniface Act*, which grants greater autonomy to the institution
- Signing of the:
  - Canada-Manitoba Agreement on French Language Services 2009-2013
  - Canada-Manitoba Agreement Regarding the Construction Project of Cercle Molière's New Theatre, the inauguration of which was in June 2010
  - Five-year partnership agreement between the Bilingual Service Centres and the SFM's 233-ALLÔ Information Centre
- Construction of the École Aurèle-Lemoine (K-12) in St. Laurent
- Carriage by most of Manitoba's cable operators of Ontario's French educational channel (TFO)
- Grant of \$300,000 over three years to La Maison Gabrielle-Roy and the Circuit littéraire de Gabrielle-Roy, cost-shared equally by Manitoba and Canada
- Expansion of *Accueil francophone* services, with the assistance of increased funding
- Renewal of funding provided to the CDEM and Entreprises Riel to support their economic and tourism development activities
- International business forum, *Centrallia 2010*, organized by the ANIM and the Winnipeg Chamber of Commerce, with financial support from the governments of Manitoba and Canada
- Launch of a pilot project for the creation of bilingual FLS Coordinator positions shared by a cluster of departments
- Launch of the new set of *Bonjour>Hello* promotional tools on Manitoba's active offer of services in French

## 2012 - 2015

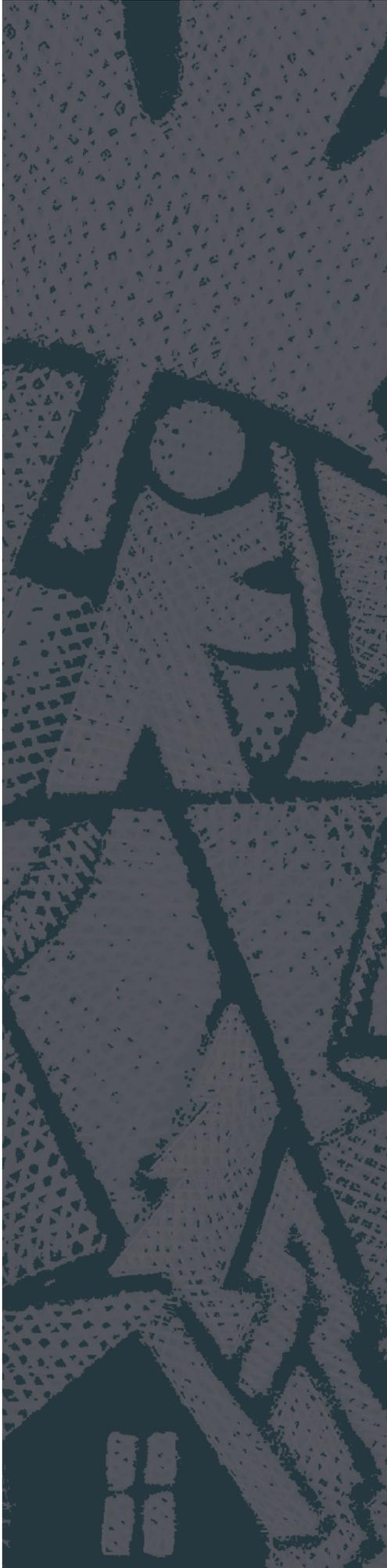
- Promulgation, en juin 2012, de la *Loi sur les centres de services bilingues* qui vise à garantir un rôle permanent pour les CSB
- 10<sup>e</sup> anniversaire, en 2012-2013, de l'établissement des premiers CSB
- Signature, en octobre 2012, de l'accord de coopération entre le Manitoba et la Région Basse-Normandie, France
- *Centrallia 2012*, forum international des entreprises, organisé par l'ANIM et la Chambre de commerce de Winnipeg avec l'appui financier des gouvernements du Manitoba et du Canada
- Création en 2013 du Comité consultatif pour l'amélioration des SLF, présidé par le greffier du Conseil exécutif et composé de sous-ministres et de membres de la communauté

## 2012 - 2015

- Enactment, in June 2012, of *The Bilingual Service Centres Act*, designed to guarantee a permanent role for the BSCs
- 10<sup>th</sup> Anniversary, in 2012/13, of the establishment of the first BSCs
- Signing, in October 2012, of the memorandum of understanding between Manitoba and the Lower Normandy Region of France
- International business forum, *Centrallia 2012*, organized by the ANIM and the Winnipeg Chamber of Commerce, with financial support from the governments of Manitoba and Canada
- Creation, in 2013, of the Advisory Committee on the Improvement of FLS, chaired by the Clerk of the Executive Council and comprised of deputy ministers and representatives from the community

**Mesures permanentes en matière de SLF :** formulaires et documents bilingues; panneaux bilingues dans les centres de services désignés; services dans les deux langues officielles en personne ou par télécommunication grâce à des personnes bilingues travaillant dans des centres de services désignés; contributions à la prestation constante de services de traduction pour les municipalités bilingues; participation à diverses initiatives et divers projets francophones touchant la culture, l'éducation, les jeunes, l'économie, etc.

**Ongoing FLS initiatives:** bilingual forms and documents; bilingual signage in designated areas and centres; services in both official languages in person or via telecommunications through bilingual employees in designated offices and facilities; support for the provision of translation services for bilingual municipalities; contributions to various Francophone cultural, educational, youth, economic, etc. initiatives and projects.



**Points saillants de 2014-2015**

---

**Highlights 2014/15**

## Secrétariat aux affaires francophones

Créé en 1981, le Secrétariat aux affaires francophones est chargé de guider et de superviser la mise en œuvre de la Politique sur les services en langue française (SLF) du Manitoba en conformité avec le concept de l'offre active de services.

Le Secrétariat conseille le gouvernement du Manitoba – en particulier le ministre responsable des Affaires francophones – concernant l'élaboration de services gouvernementaux en français et lui fait des recommandations à cet égard. Il sert également de liaison entre le gouvernement et les organismes francophones de la province. Le Secrétariat est rattaché au Secrétariat du Conseil du Trésor sur le plan administratif.

En 2014-2015, le Secrétariat a coordonné les réunions du Comité consultatif pour l'amélioration des services en langue française, présidé par le greffier du Conseil exécutif et composé de sous-ministres et de membres de la communauté. La directrice générale du Secrétariat a coprésidé le Groupe de travail sur l'amélioration des services en langue française au sein du système judiciaire au Manitoba et le Comité d'action en ressources humaines de Santé en français. De plus, elle a siégé au conseil d'administration de Santé en français comme personne-ressource et a participé à divers groupes de travail.

Au cours de l'exercice 2014-2015, le personnel du Secrétariat a continué d'offrir des conseils et de l'aide à 17 ministères et cinq sociétés d'État. Cinq ministères ont élaboré une ébauche de Plan stratégique pluriannuel des SLF, comprenant 33 réunions avec le coordonnateur des SLF assigné.

L'équipe du Secrétariat a poursuivi la sensibilisation et la promotion du concept d'offre active *Bonjour-Hello*. Onze séances d'orientation sur l'offre active ont été offertes à un total de 131 fonctionnaires (six de ces sessions ont été tenues auprès de 58 fonctionnaires pour résoudre des préoccupations relatives aux SLF particulières à deux ministères). Mis à jour en avril 2014, le *Manuel des directives sur la mise en œuvre des SLF* est maintenant accessible en ligne à tous les fonctionnaires et au grand public à l'adresse [www.manitoba.ca/fls-slf](http://www.manitoba.ca/fls-slf).

## Francophone Affairs Secretariat

Created in 1981, the Francophone Affairs Secretariat has the mandate to guide and monitor the implementation of Manitoba's French Language Services (FLS) Policy in a manner consistent with the concept of Active Offer.

The Secretariat advises and makes recommendations to the government of Manitoba, and the Minister responsible for Francophone Affairs in particular, on the development of government services in French. It serves as a liaison between the government and Francophone organizations in the province. The Secretariat is administratively attached to the Treasury Board Secretariat.

In 2014/15, the Secretariat coordinated the meetings of the Advisory Committee on the Improvement of French Language Services (FLS), chaired by the Clerk of the Executive Council and comprised of deputy ministers and representatives from the Francophone community. The Secretariat's Executive Director co-chaired the Working Group on the Enhancement of FLS in Manitoba's Judicial System and Santé en français' Human Resources Action Committee. She continued her role as a resource person on the board of Santé en français and also participated in various working groups.

In 2014/15, the Secretariat's staff continued to provide guidance and assistance to 17 departments and five Crown corporations. Five departments developed a draft multi-year strategic FLS Plan, involving 33 meetings with the assigned FLS Coordinator.

The Secretariat's team continued to raise awareness about and promote the use of the *Bonjour-Hello* Active Offer concept. Eleven Active Offer orientation sessions were offered to a total of 131 civil servants (six of these sessions, with 58 participants, were held to resolve FLS-related issues specific to two departments). Updated in April 2014, the *Guidelines Manual on the Implementation of FLS* is now accessible online to all civil servants and the general public at: [www.manitoba.ca/fls-slf](http://www.manitoba.ca/fls-slf).



L'écriteau illustré ci-dessus indique que les services gouvernementaux sont offerts dans les deux langues officielles.

\*\*\*\*\*

Ce symbole permet aussi d'identifier les employés du gouvernement qui sont en mesure de communiquer avec le public aussi bien en français qu'en anglais.

The sign illustrated above indicates that government services are available in both official languages.

\*\*\*\*\*

This symbol also identifies government employees who are able to communicate with the public in French as well as in English.

Le Secrétariat a publié un encart spécial *Bonjour-Hello, Le français au Manitoba : une offre active* dans l'édition du 11-17 mars 2015 de *La Liberté* avec la participation de cinq ministères : Commission de la fonction publique; Enfants et Perspectives pour la jeunesse (Enfants en santé Manitoba); Finances (Secrétariat aux affaires francophones et Centres de services bilingues); Services à la famille; et Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur. L'encart spécial a mis en valeur et a fait la promotion de l'offre active des services en français du gouvernement du Manitoba et de son appui à la communauté francophone. Ce projet pilote a été entrepris comme moyen pour célébrer l'édition 2015 de la Semaine de la francophonie.

En 2014-2015, le Secrétariat a coordonné 163 inscriptions à des cours de français, comparativement à 116 l'année précédente. Les cours comprenaient des programmes de soir et de fin de semaine pour les employés du gouvernement. Une moyenne de 10 employés, principalement du ministère de Services à la famille, ont participé aux trois sessions de *Maintien-perfectionnement* offerts pendant les jours de travail.

Misant sur la réussite du projet pilote de l'an dernier, le Secrétariat, en partenariat avec la Direction du perfectionnement et de la formation (DPF), a offert quatre séries de « DVD français (déjeuner, vidéo, discussion) », à un total de 39 fonctionnaires. C'est un moyen de plus en plus populaire de promouvoir et d'encourager la participation des employés bilingues du gouvernement à diverses activités en français.

Le Secrétariat a examiné 20 plaintes, ainsi que diverses questions sur les SLF soulevées par le public. Il a organisé des forums ou des réunions avec des représentants des ministères et de la collectivité franco-manitobaine afin d'échanger des renseignements et des idées sur des enjeux particuliers et de formuler des recommandations ou de mettre au point des solutions et des stratégies.

## Centres de services bilingues

Les Centres de services bilingues (CSB) ont continué à servir le public dans six régions rurales et urbaines du Manitoba, soit les régions d'Entre-les-lacs, de la Montagne, de la Rivière-Rouge, de la Rivière-Seine, de Saint-Boniface et de Saint-Vital.

En 2014-2015, l'identité visuelle des CSB a été modernisée à l'aide d'un nouveau logo et de matériel promotionnel. Ce dernier sera distribué dans les six régions du Manitoba, y compris dans les écoles, les garderies, les maisons de retraite et lors de différentes activités communautaires.

The Secretariat published a special insert on the *Bonjour-Hello active offer* theme in the March 11-17, 2015 edition of *La Liberté*, with the participation of five departments: Children and Youth Opportunities (Healthy Child Manitoba); Civil Service Commission; Family Services; Finance (Francophone Affairs Secretariat and Bilingual Service Centres); and Tourism, Culture, Heritage, Sport and Consumer Protection. The special insert highlighted and promoted the government of Manitoba's active offer of services in French and its support to the Francophone community. This pilot project was undertaken as a means to celebrate the 2015 Semaine de la francophonie [Francophonie Week].

In 2014/15, the Secretariat coordinated 163 registrations for French language training, compared to 116 the previous year. Training included evening and weekend programs for government employees. An average of 10 employees, primarily from Family Services, participated in the three sessions of *Maintien-perfectionnement* offered during the workday.

Building upon last year's successful pilot project, the Secretariat, in partnership with Organization and Staff Development (OSD), offered four French "breakfast, video, discussion" series to a total of 39 civil servants. It is a means, which is growing in popularity, to promote and encourage bilingual government employees to participate in various French-speaking activities.

The Secretariat dealt with 20 complaints, as well as various issues raised by the public regarding FLS. The Secretariat organized a number of forums or meetings with representatives of government departments and the Franco-Manitoban community to share information and ideas on specific issues and to prepare recommendations or develop solutions and strategies.

## Bilingual Service Centres

The Bilingual Service Centres (BSCs) continued to serve the public in six rural and urban regions of Manitoba, namely the Interlake, Mountain, Red River, Seine River, St. Boniface and St. Vital Regions.

In 2014/15, the BSCs' visual identity was modernized with a new logo and promotional materials. The latter will be distributed within the six regions of Manitoba, including schools, daycares, retirement complexes, as well as various community organized events.

Centre de services bilingues  
Bilingual Service Centre

Bonjour Hello

Manitoba

Au cours de l'année, les spécialistes de l'information ont fait connaître les programmes, les services et les kiosques des CSB en participant à quelque 300 activités de sensibilisation dans les différentes collectivités. Les spécialistes de l'information ont, par exemple, participé à la deuxième *Exposition de l'Annuaire des services en français* de 233-ALLÔ en mars 2015. Ils ont alors distribué des articles promotionnels à plus de 50 nouveaux arrivants et étudiants et ont pu tisser des liens avec toutes les personnes-ressources des différents kiosques.

En 2014-2015, un total de 82 996 demandes de service a été traité dans les six centres de services bilingues, une hausse de 15,9 % par rapport à l'année précédente. La restructuration de plusieurs partenaires qui se tournent vers les services en ligne et à distance mène à un taux d'achalandage plus élevé pour le personnel des CSB qui appuient les clients dans la transition vers cette nouvelle offre de services. Les spécialistes de l'information répondent donc aux questions auparavant dirigées aux partenaires sur place, les aident à obtenir les services par Internet ou encore par vidéoconférence.

On a organisé des séances de formation en collaboration avec divers ministères du gouvernement afin de mieux former les spécialistes de l'information qui travaillent dans les CSB et de les aider à obtenir les outils nécessaires pour offrir de nouveaux services de qualité supérieure dans leurs collectivités respectives.

Il y a eu un total de 31 112 consultations au site Web des CSB, soit une moyenne de 85 consultations par jour. On a mis en place de nouveaux ordinateurs accessibles au public au CSB – Région d'Entre-les-Lacs. Le CSB – Région de Saint-Vital a continué à connaître le plus fort volume d'utilisation des ordinateurs publics pour des services en ligne, avec plus de 6 000 utilisateurs.

During the year, the Information Specialists promoted the programs, services, and kiosks of the BSCs by participating in some 300 outreach activities in the different communities. An example is their participation at the 233-ALLÔ's second *Exposition de l'Annuaire des services en français* [exhibition of the directory of services in French] in March 2015. Promotional items given to over 50 newcomers and students, and Information Specialists were able to network with all the other organizations which had kiosks on site.

In 2014/15, a total of 82,996 requests for services were handled at the six BSCs, an increase of 15.9% over the previous year. The reorganization undertaken by several partners who are increasingly moving towards online services is creating an increased demand on the BSC staff who are helping clients to transition to this new offer of services. Information Specialists are now responding to enquiries that were previously addressed to onsite partners, they help them obtain services online or through videoconference services.

Training sessions were organized in collaboration with various government departments to better educate the Information Specialists working in the BSCs and help them access the necessary tools to deliver new and better quality services in their respective communities.

BSC website visits totalled 31,112, an average of 85 visits per day. Additional public access computer stations were made available in the BSC – Interlake Region. The BSC – St. Vital Region continued to experience the highest volume of public computer access for online services, with over 6,000 users.



**L'équipe des spécialistes de l'information des Centres de services bilingues à l'Exposition de l'Annuaire des services en français du 233-ALLÔ – Le 19 mars 2015**

**The Bilingual Service Centres' Team of Information Specialists at the 233-ALLÔ's exhibition of the directory of services in French – March 19, 2015**

On a aussi remarqué une augmentation de l'utilisation des salles de réunion et des téléconférences dans les CSB, en particulier dans les régions de la Montagne et de la Rivière-Seine. Le tribunal itinérant a continué à servir la région Rivière-Rouge selon une rotation aux trois semaines, dans la langue officielle choisie par les clients.

La coordonnatrice des CSB a continué d'effectuer deux visites hebdomadaires dans les régions d'Entre-les-Lacs, de la Montagne, de la Rivière-Rouge et de la Rivière-Seine pour participer à des réunions du personnel, à des séances de formation et à des rencontres avec des membres de la communauté francophone.

Le partenariat entre les CSB et le centre d'information 233-ALLÔ de la Société franco-manitobaine a continué, assurant des services et de l'information en continu entre la collectivité et les instances gouvernementales.

## Coopération intergouvernementale

Les 26 et 27 juin 2014, M. Greg Selinger, premier ministre du Manitoba et ministre responsable des Affaires francophones, ainsi que M<sup>me</sup> Mélanie Cwikla, directrice générale du Secrétariat aux affaires francophones, ont participé à la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne (CMFC) tenue à Brudenell, Île-du-Prince-Édouard. La CMFC, créée en 1994, est le seul forum intergouvernemental qui regroupe les ministres responsables de la francophonie canadienne.

Sous le thème « Vitrine pancanadienne : l'appui des gouvernements à la francophonie contemporaine » la CMFC a eu lieu dans le cadre 150<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence de Charlottetown.

Des représentants des municipalités et des associations municipales ont partagé leurs expériences visant à appuyer les communautés francophones et des initiatives en lien avec la prestation de services en français. Les ministres reconnaissent que certaines municipalités sont des intervenants clés contribuant à l'essor et à la promotion de la francophonie canadienne.

Les ministres provinciaux et territoriaux ont échangé sur les motifs qui guident les interventions de leur gouvernement, notamment lorsqu'il s'agit d'offrir des services en français et sur la diversité des stratégies et des mesures pour répondre aux besoins des communautés francophones. Ils ont discuté des compressions budgétaires à la Société Radio-Canada et se sont dits préoccupés par les impacts que ces compressions auront, particulièrement auprès des communautés francophones et acadiennes. Ils suivront de près ce dossier.

De plus, les ministres ont discuté des enjeux démographiques ayant un impact sur la francophonie canadienne et sur le caractère changeant des communautés francophones et acadiennes. L'immigration francophone, par exemple, est un élément important du développement économique, social et culturel de la francophonie canadienne, laquelle contribue de façon significative à la croissance économique du pays.

An increase in boardroom and videoconferencing usage was noted in the rural BSCs, particularly in the Mountain and Seine River Regions. The Circuit Court continued to serve the Red River Region on a three-week rotation, in the client's official language of choice.

The BSCs Coordinator maintained two weekly visits to the Interlake, Mountain, Red River and Seine River Regions for staff meetings, training and general meetings with members of the Francophone community.

The partnership continued between the BSCs and the Société franco-manitobaine's 233-ALLÔ Information Centre, ensuring seamless information and services between the community and government bodies.

## Intergovernmental Cooperation

On June 26-27, 2014, Honourable Greg Selinger, Premier of Manitoba and Minister responsible for Francophone Affairs, and Ms Mélanie Cwikla, Executive Director of the Francophone Affairs Secretariat, participated in the Ministerial Conference on the Canadian Francophonie (MCCF), held in Brudenell, Prince Edward Island. The MCCF, created in 1994, is the only intergovernmental forum that brings together the ministers responsible of the Canadian Francophonie.

Based on the theme "Pan-Canadian Showcase: Government Support for a Contemporary Francophonie", the MCCF coincided with the 150<sup>th</sup> anniversary of the Charlottetown Conference.

Representatives from select municipalities and municipal associations shared their experiences and highlighted initiatives in support of Francophone communities and related to the delivery of services in French. The ministers recognize that some municipalities are key stakeholders contributing to the growth and promotion of the Canadian Francophonie.

The provincial and territorial Ministers discussed the factors that guide their governments' actions, particularly in terms of offering services in French, as well as the diversity of strategies and measures to meet the needs of Francophone communities. They discussed the budget cuts to the Société Radio-Canada and expressed their concern about the impact that the cuts will have, particularly for Francophone and Acadian communities. They will be monitoring the situation closely.

In addition, the Ministers discussed the demographic issues that impact the Canadian Francophonie and the changing nature of Francophone and Acadian communities. Francophone immigration, for example, is an important factor in the economic, social and cultural development of the Canadian Francophonie, which itself plays an important role in the country's economic growth.



### **Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne – Brudenell (Î.-P.-E), juin 2014**

La prochaine CMFC se tiendra les 17 et 18 juin 2015 à Toronto, en Ontario, dans le cadre des activités qui marqueront 400 ans de présence française en Ontario.

Au cours de l'année, la directrice générale du Secrétariat aux affaires francophones a participé activement aux rencontres organisées par le Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne (RIFC). Ce groupe de fonctionnaires veille aux suivis des dossiers et priorités de la CMFC et se prépare pour la conférence de 2015 en Ontario.

## **Ententes de coopération**

### **Entente Canada-Manitoba pour les services en français 2013-2018**

Le Secrétariat aux affaires francophones a coordonné, pour le Manitoba, l'inclusion des projets devant être financés en 2014-2015 dans le cadre de l'*Entente Canada-Manitoba pour les services en français 2013-2018*.

Aux termes de cette entente à frais partagés, la contribution annuelle de 1,4 million de dollars du Manitoba (pour un total de 7 millions de dollars sur cinq ans) sera égalée par le Canada afin d'appuyer l'élaboration, la prestation et le développement

### **Ministerial Conference on the Canadian Francophonie – Brudenell, PEI, June 2014**

The next MCCF will be held on June 17-18, 2015, in Toronto, Ontario, as part of the commemoration of 400 years of French presence in Ontario.

Over the course of the year, the Executive Director of the Francophone Affairs Secretariat actively participated in meetings of the Intergovernmental Network of the Canadian Francophonie (INCF). This group of government officials is in charge of carrying out follow-up activities to implement priorities of the MCCF and is preparing for the 2015 conference in Ontario.

## **Cooperation Agreements**

### **Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services 2013-2018**

The Francophone Affairs Secretariat coordinated, for Manitoba, the inclusion of projects to be funded in 2014/15 under the Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services 2013-2018.

Under this cost-sharing mechanism, Manitoba's annual \$1.4 million contribution (for a total of \$7 million over five years) will be matched by Canada to support the development, delivery and expansion of quality government

de services gouvernementaux de qualité en français pour la communauté francophone du Manitoba, et de soutenir les initiatives à effets structurants qui visent à accroître sa vitalité. Voir : [www.manitoba.ca/fls-slf/pdf/cmajls\\_2013-2018.fr.pdf](http://www.manitoba.ca/fls-slf/pdf/cmajls_2013-2018.fr.pdf).

Les frais engagés pour mettre en œuvre une vaste gamme d'initiatives dans plusieurs secteurs d'activités ont été partagés à parts égales entre la Province et le gouvernement fédéral. Voici quelques réalisations :

- Centres de la petite enfance et de la famille (550 000 \$ par année depuis 2013-2014);
- Activités et programmes municipaux bilingues (400 000 \$ par année);
- Santé en français (593 400 \$ par année).

### **Manitoba–Nouveau-Brunswick et Manitoba–Québec**

Le Secrétariat aux affaires francophones a négocié, pour le Manitoba, les projets à financer aux fins du volet sur les services en langue française de l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Manitoba et du Protocole d'entente Manitoba/Nouveau-Brunswick sur la coopération interprovinciale.

En 2014-2015, la contribution totale du Manitoba à cinq projets Manitoba–Québec et à cinq projets Manitoba–Nouveau-Brunswick s'est élevée à 25 000 \$ et à 20 000 \$ respectivement avec un jumelage de contrepartie. Ces fonds ont permis aux organismes suivants de profiter d'échanges, de mentorat, de formation et de partage des connaissances spécialisées : Association culturelle franco-manitobaine; Centre culturel franco-manitobain; Cercle Molière; Conseil jeunesse provincial; Festival des Vidéastes du Manitoba; la Fondation Québec Cinéma (en partenariat avec Cinémental); et le Réseau des grands espaces.

De plus, dans le cadre de l'Entente Manitoba–Québec, on a appuyé financièrement le projet pancanadien conjoint d'étude exploratoire de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada et de Place aux Jeunes en région ayant trait aux migrations des jeunes Francophones au Canada.

### **Manitoba–Basse-Normandie (France)**

En collaboration avec le bureau des Relations fédérales-provinciales, le Secrétariat aux affaires francophones a participé à la mise en œuvre de l'aspect du partenariat de mobilité des jeunes de l'Accord de coopération décentralisée entre le gouvernement du Manitoba, Canada et la Région Basse-Normandie, France, visant à renforcer les liens économiques, culturels et historiques.

Signé en octobre 2012, le protocole d'entente aide à établir des partenariats commerciaux et économiques, ainsi que des innovations scientifiques entre le Manitoba et la Basse-Normandie. Le protocole appuie également la coopération dans

services in French for Manitoba's Francophone community and support initiatives with structuring effects intended to enhance its vitality. See: [www.manitoba.ca/fls-slf/pdf/cmajls\\_2013-2018.en.pdf](http://www.manitoba.ca/fls-slf/pdf/cmajls_2013-2018.en.pdf).

A wide variety of initiatives were cost-shared equally by Manitoba and Canada in various sectors of activity. Some examples include:

- Early Childhood and Family Centres (\$550,000 per year since 2013/14);
- Bilingual Municipal Activities and Programs (\$400,000 per year);
- Santé en français ( (\$593,400 per year).

### **Manitoba–New Brunswick and Manitoba–Québec**

The Francophone Affairs Secretariat negotiated, for Manitoba, the projects to be funded under the French-language services component of the Agreement for Cooperation and Exchange Between the Governments of Québec and Manitoba and the Memorandum of Understanding on Interprovincial Co-Operation Between the Governments of Manitoba and New Brunswick.

In 2014/15, Manitoba contributed a total of \$25,000 toward five Manitoba–Québec projects and \$20,000 toward five Manitoba–New Brunswick projects, with matched funding from its counterparts. This funding allowed the following organizations to benefit from exchanges, mentoring, training, and sharing of expertise: Association culturelle franco-manitobaine; Centre culturel franco-manitobain; Cercle Molière; Conseil jeunesse provincial; Festival des Vidéastes du Manitoba; Fondation Québec Cinéma (in partnership with Cinémental); and Réseau des grands espaces.

In addition, the joint pan-Canadian research project of the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada and of Place aux Jeunes en région, regarding the migrations of young Francophones in Canada, received financial support under the Canada–Québec Agreement.

### **Manitoba–Lower Normandy (France)**

In cooperation with Federal-Provincial Relations, the Francophone Affairs Secretariat participated in the implementation of the youth mobility partnership aspect of the Memorandum of Understanding (MOU) Between the Government of Manitoba, Canada and Région Basse-Normandie, France, to strengthen economic, cultural and historical ties.

Signed in October 2012, the MOU helps to develop trade and economic partnerships, and scientific innovation between Manitoba and Lower Normandy. The agreement also supports cooperation in the areas of higher education

les domaines de l'enseignement supérieur et de la formation, notamment, par l'entremise de l'Université de Saint-Boniface et d'organismes culturels.

Le Secrétariat aux affaires francophones fournit également un appui pour la mise en œuvre de l'Entente sur la mobilité des jeunes signée en 2014 avec la Normandie. Au cours de l'année, on a poursuivi les efforts pour étendre le partenariat existant. Grâce au programme *Service civique*, le Manitoba a accueilli trois jeunes de Normandie pour des stages de six à douze mois dans des organismes sans but lucratif (Musée canadien pour les droits de la personne, Freeze Frame et On Screen Manitoba).

De plus, le 6 juin 2014, M. Greg Selinger, premier ministre du Manitoba, ainsi qu'un nombre de vétérans, d'étudiants et de Manitobains et Manitobaines, a participé aux commémorations du 70<sup>e</sup> anniversaire du jour J en vue de marquer cet événement d'importance historique en Normandie. M. Selinger a profité de son séjour pour renforcer les liens entre le Manitoba et la France.

En septembre 2014, le premier ministre Selinger a accueilli M<sup>me</sup> Annie Anne, vice-présidente du Conseil régional de Basse-Normandie, qui est venue au Manitoba à l'occasion de l'ouverture du Musée canadien pour les droits de la personne. M<sup>me</sup> Anne a profité de sa présence pour rencontrer des représentants de la communauté francophone et discuter de possibilités de collaboration.

and training, in particular, by the Université de Saint-Boniface and between cultural institutions.

The Francophone Affairs Secretariat also provides support for the implementation of the Youth Mobility Agreement signed with Normandy in 2014. During the year, efforts continued to develop the existing partnership. Through the *Service civique* [civic service] program, Manitoba welcomed three youth from Normandy for a six to twelve-month internship in a non-profit organization (Canadian Museum for Human Rights, Freeze Frame and On Screen Manitoba).

In addition, on June 6, 2014, the Honourable Greg Selinger, Premier of Manitoba, along with a number of veterans, students and individuals from Manitoba, participated in the 70<sup>th</sup> commemoration of D-Day to mark this important historic occasion in Normandy. The trip provided Premier Selinger the opportunity to strengthen ties between Manitoba and France.

In September 2014, Premier Selinger welcomed Ms Annie Anne, Vice-President of the Conseil régional de Basse-Normandie [Lower Normandy regional council], who came to Manitoba for the opening of the Canadian Museum for Human Rights. Ms Anne took the opportunity to meet with representatives of the Francophone community to discuss possibilities for collaboration.

## Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award

Le *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* est une initiative conjointe de la Société franco-manitobaine (SFM), du Réseau fédéral des langues officielles du Manitoba, du Secrétariat aux affaires francophones du Manitoba et de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM). Le Prix est remis tous les deux ans.

Lancé officiellement en mars 2005, le Prix vise à reconnaître un membre du personnel ou un groupe d'employés œuvrant au sein du secteur public ou parapublic fédéral, provincial ou municipal et s'étant distingué au service de la Francophonie au Manitoba.

Le *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* a été décerné le 12 mars 2015 à Mesdames Diane Leclercq et Diane Dorge – respectivement gestionnaire régionale et agente de programme du Programme des langues officielles du ministère fédéral du Patrimoine canadien – pour leur contribution de toute une vie au développement de la communauté franco-manitobaine et des communautés bilingues au Manitoba.

The *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* is a joint initiative of the Société franco-manitobaine (SFM), Manitoba's Federal Network of Official Languages, the Manitoba Francophone Affairs Secretariat, and the Association of Manitoba Bilingual Municipalities (AMBM). The Award is presented every two years.

Officially launched in March 2005, the Award was created to recognize an employee or group of employees of a government or quasi-governmental body at the federal, provincial or municipal level for distinguished service to Manitoba's Francophone community.

On March 12, 2015, the *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* was presented to Mesdames Diane Leclercq and Diane Dorge, respectively the Regional Program Manager and Program Officer with the Official Languages Program in the federal Department of Canadian Heritage, for their lifelong contribution to the development of the Franco-Manitoban community and bilingual communities in Manitoba.



### **Remise du *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* – Le 12 mars 2015**

**De gauche à droite :** M. Louis Tétrault, AMBM; M<sup>me</sup> Denise Lécuyer, Réseau fédéral des langues officielles du Manitoba; M<sup>me</sup> Diane Leclercq; M<sup>me</sup> Diane Dorge; M<sup>me</sup> Carolyn Duhamel; M<sup>me</sup> Natalie Duhamel.

**Photo :** Dan Harper

### ***Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* Ceremony – March 12, 2015**

**Left to Right:** Mr. Louis Tétrault, AMBM; Ms Denise Lécuyer, Manitoba's Federal Network of Official Languages; Ms Diane Leclercq; Ms Diane Dorge; Ms Carolyn Duhamel; Ms Natalie Duhamel.

**Photo:** Dan Harper

Connues par le surnom « les deux Diane », elles ont passé près de 30 ans au ministère du Patrimoine canadien à servir la communauté francophone du Manitoba et des autres provinces et territoires faisant partie du district. Elles ont toujours offert un service de qualité et personnalisé qui va bien au-delà de ce que leur poste de fonctionnaire exige. Elles ont tout fait pour faciliter de très bonnes relations entre le ministère et les communautés. Elles font vraiment le pont entre les deux. En dehors du Manitoba, d'autres agents de programme font aussi appel à leur expérience et à leur sagesse. Mesdames Leclercq et Dorgé ont une influence positive sur la francophonie à l'échelle provinciale et nationale, et laissent derrière elles un véritable legs d'excellence en ce qui a trait au service à la clientèle, à l'accueil et à la disponibilité.

La cérémonie de remise du prix a eu lieu au Hall Provencher de l'Université de Saint-Boniface dans le cadre des *Rendez-vous de la Francophonie*.

Le grand public et les employés du secteur public à l'échelle fédérale, provinciale et municipale sont invités à soumettre des candidatures. Le site Web contient davantage de renseignements : [www.prixronaldduhamelaward.mb.ca](http://www.prixronaldduhamelaward.mb.ca).

Known under the monicker of *les deux Diane* (the two Dianes), they have spent almost 30 years with the Department of Canadian Heritage serving the Francophone community in Manitoba and other provinces and territories included in the district. They have always provided personal quality services, going above and beyond the call of duty as public servants. They have done everything to promote good relations between the Department and the communities and have served as a bridge between the two. Program officers outside Manitoba also call on them for their experience and wisdom. Mesdames Leclercq and Dorgé have a positive influence on the Francophonie both provincially and nationally, and leave behind them a legacy of excellence with respect to client service, a welcoming attitude and availability.

The award ceremony was held in the Provencher Hall of the Université de Saint-Boniface, as part of the *Rendez-vous de la Francophonie*.

Members of the general public and public sector employees at the federal, provincial and municipal level are invited to submit nominations for the Award. Additional information is available online at [www.prixronaldduhamelaward.mb.ca](http://www.prixronaldduhamelaward.mb.ca).

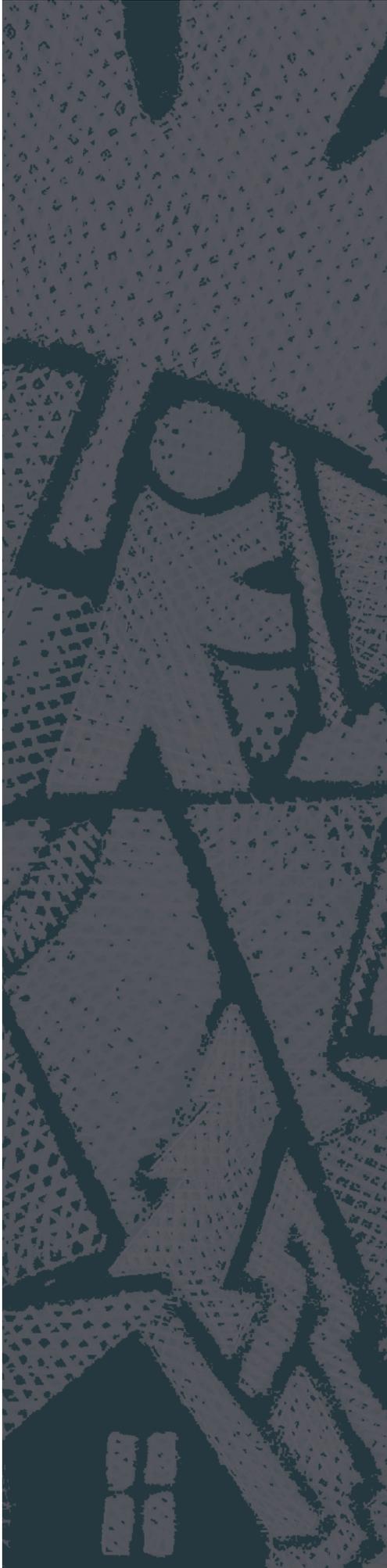


« Triade »

**Le Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award est représenté par la sculpture Triade.**

**The Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award is represented by the Triade sculpture.**





**Aperçu de la  
capacité bilingue**

---

**Overview of  
Bilingual Capacity**

## Aperçu de la capacité bilingue

Les instances administratives visées par la Politique sur les services en langue française (SLF) du gouvernement du Manitoba offrent des SLF selon le concept de l'offre active. Afin d'assurer la prestation des SLF, les instances administratives ont désigné des postes bilingues lors de l'élaboration de leur plan stratégique des SLF.

En 2014-2015, le nombre total de fonctionnaires au sein des ministères et des sociétés d'État capable d'offrir des services en français s'élevait à 1 120,1, une augmentation de 206,3 postes ou de 22,6 % par rapport à 2010-2011, l'exercice de référence où on a commencé à tenir compte de l'ensemble de la capacité bilingue des instances administratives et non seulement des postes désignés. Il faut noter que 551,1 des 698,1 postes désignés bilingues ou 79,5 % étaient occupés par des personnes bilingues.

Le Secrétariat aux affaires francophones travaille de près avec les instances administratives afin de s'assurer que l'offre active demeure une partie essentielle à la prestation de services. En 2014-2015, on note qu'il y a une augmentation considérable dans la capacité bilingue, soit 123,6 postes de plus que l'année précédente. Cette augmentation s'explique par le fait que certains ministères, notamment Justice Manitoba et Emploi et Économie, ont entrepris de recenser leurs effectifs et de mieux identifier les fonctionnaires bilingues. De plus, le ministère des Transports et de l'Infrastructure n'avait pas relevé de postes bilingues en 2013-2014, mais après examen de ses postes, en a relevé 58.

Le Secrétariat suit également l'évolution de la capacité bilingue des commissions et conseils d'administration où les membres sont nommés par la province afin de s'assurer que le nombre de personnes bilingues permet de bien servir la communauté francophone. Par exemple, la Commission municipale du Manitoba, par le biais de ses membres bilingues, a la capacité de tenir des audiences en français lorsque nécessaire.

Un aperçu de la capacité bilingue des services en langue française ne serait pas complet sans les données provenant des quatre offices régionaux de la santé (ORS) désignés bilingues : ORS d'Entre-les-Lacs et de l'Est, ORS de Winnipeg, Santé Prairie Mountain, Southern Health-Santé Sud. En 2014-2015, la capacité bilingue globale de ces quatre ORS était approximativement 1 798 personnes. Il y avait environ 1 440 postes désignés bilingues, dont 817 ou 56,7 % étaient occupés par des personnes bilingues. Il est à noter que chaque personne n'occupe pas nécessairement un poste équivalent temps plein (ETP).

## Overview of Bilingual Capacity

The administrative bodies subject to the government of Manitoba's French Language Services (FLS) Policy provide FLS based on the concept of active offer. In order to ensure the delivery of FLS, these administrative bodies designated bilingual positions when their FLS Strategic Plans were developed.

In 2014/15, the total number of civil servants within government departments and Crown corporations who were able to provide services in French was 1,120.1, an increase of 206.3 positions or 22.6% over the reference year of 2010/11. It was in the latter fiscal year that began the compilation of statistics on the overall bilingual capacity of administrative bodies and not only designated positions. It should be noted that 551.1 of the 698.1 designated bilingual positions or 79.5% were filled by bilingual individuals.

The Francophone Affairs Secretariat works closely with administrative bodies in order to ensure that active offer remains an essential component of service delivery. In 2014/15, a significant increase in bilingual capacity was recorded as there were 123.6 more positions than in the preceding year. This increase is due to the fact that some departments, particularly Manitoba Justice and Jobs and the Economy, decided to canvass their employees and better identify bilingual civil servants. In addition, Manitoba Transportation and Infrastructure had not recorded any bilingual positions in 2013/14, but identified 58 following a review of its positions.

The Secretariat also monitors changes in the bilingual capacity of boards and commissions, the members of which are appointed by the province, to ensure that the number of bilingual appointees allows for the Francophone community to be well-served. For example, the Municipal Board of Manitoba has a sufficient number of bilingual members to hold hearings in French when necessary.

The overview of bilingual capacity would not be complete without taking into account the four designated bilingual Regional Health Authorities (RHAs) in Manitoba: Interlake-Eastern RHA, Prairie Mountain Health, Southern Health-Santé Sud, Winnipeg RHA. In 2014/15, the total bilingual capacity of these four RHAs was approximately 1,798. There were about 1,440 designated bilingual positions, of which 817 or 56.7% were filled with bilingual incumbents. Note that each person does not necessarily occupy a full time equivalent (FTE) position.

## Données sur la capacité bilingue 2014-2015

Instances administratives	Nombre de postes désignés bilingues	Nombre de postes désignés bilingues occupés par des titulaires bilingues	Nombre de postes désignés bilingues occupés par des titulaires non bilingues	Nombre de postes désignés vacants	Nombre de postes non désignés occupés par des titulaires bilingues	Capacité bilingue totale (titulaires bilingues occupant des postes désignés bilingues ou non)
<b>MINISTÈRES</b>						
Administrations municipales <sup>1</sup>	18	9	7	2	2	11
Affaires autochtones et du Nord	0	0	0	0	2	2
Affaires multiculturelles et Alphabétisation	0	0	0	0	1	1
Agriculture, Alimentation et Développement rural	14	2	9	3	13	15
Commission de la fonction publique	10	5	4	1	18	23
Conservation et Gestion des ressources hydriques	11	6	4	1	23	29
Éducation et Enseignement supérieur	92	78	7	7	40	118
Emploi et Économie	23,6	23,6	0	0	19	42,6
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	7,5	7,5	0	0	1	8,5
Finances	12	11	1	0	17	28
Secrétariat aux affaires francophones <sup>2</sup>	17	14	0	3	0	14
Infrastructure et Transports	17	5	11	1	53	58
Justice	64	44	10	10	92	136
Logement et Développement communautaire	3	3	0	0	11	14
Ressources minières	4	2	1	1	3	5
Santé, Vie saine et Aînés	13	6	6	1	0	6
Services à la famille	72	57	13	2	53	110
Travail et Immigration <sup>3</sup>	9	6	1	2	17	23
Tourisme, Culture, Patrimoine, Sport et Protection du consommateur	53	45	2	6	29	74
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>440,1</b>	<b>324,1</b>	<b>76</b>	<b>40</b>	<b>394</b>	<b>718,1</b>

<sup>1</sup> Ce ministère finance un poste de navigatrice au Centre de services bilingue (CSB) – Région d'Entre-les-Lacs.

<sup>2</sup> Les postes désignés bilingues incluent trois postes de spécialistes de l'information aux CSB des régions d'Entre-les-Lacs, de la Rivière-Seine et de Saint-Boniface.

<sup>3</sup> Ce ministère finance un poste de spécialiste de l'information situé dans le CSB – Région de la Montagne.

## Statistics on Bilingual Capacity 2014/15

Administrative Bodies	Number of Designated Bilingual Positions	Number of Designated Bilingual Positions Filled With Bilingual Incumbents	Number of Designated Bilingual Positions Filled With Non-Bilingual Incumbents	Number of Vacant Designated Positions	Number of Non-Designated Positions Filled With Bilingual Incumbents	Total Bilingual Capacity (Bilingual Incumbents in Designated and Non-Designated Positions)
<b>DEPARTMENTS</b>						
Aboriginal and Northern Affairs	0	0	0	0	2	2
Agriculture, Food and Rural Development	14	2	9	3	13	15
Children and Youth Opportunities	7.5	7.5	0	0	1	8.5
Civil Service Commission	10	5	4	1	18	23
Conservation and Water Stewardship	11	6	4	1	23	29
Education and Advanced Learning	92	78	7	7	40	118
Family Services	72	57	13	2	53	110
Finance	12	11	1	0	17	28
Francophone Affairs Secretariat <sup>1</sup>	17	14	0	3	0	14
Health, Healthy Living and Seniors	13	6	6	1	0	6
Housing and Community Development	3	3	0	0	11	14
Infrastructure and Transportation	17	5	11	1	53	58
Jobs and the Economy	23.6	23.6	0	0	19	42.6
Justice	64	44	10	10	92	136
Labour and Immigration <sup>2</sup>	9	6	1	2	17	23
Mineral Resources	4	2	1	1	3	5
Multiculturalism and Literacy	0	0	0	0	1	1
Municipal Government <sup>3</sup>	18	9	7	2	2	11
Tourism, Culture, Heritage, Sport and Consumer Protection	53	45	2	6	29	74
<b>SUBTOTAL</b>	<b>440.1</b>	<b>324.1</b>	<b>76</b>	<b>40</b>	<b>394</b>	<b>718.1</b>

<sup>1</sup> The designated positions include three Information Specialist positions for the Bilingual Service Centres (BSCs) in the Interlake, Seine River and St. Boniface Regions.

<sup>2</sup> This department funds one Information Specialist position located in the BSC – Mountain Region.

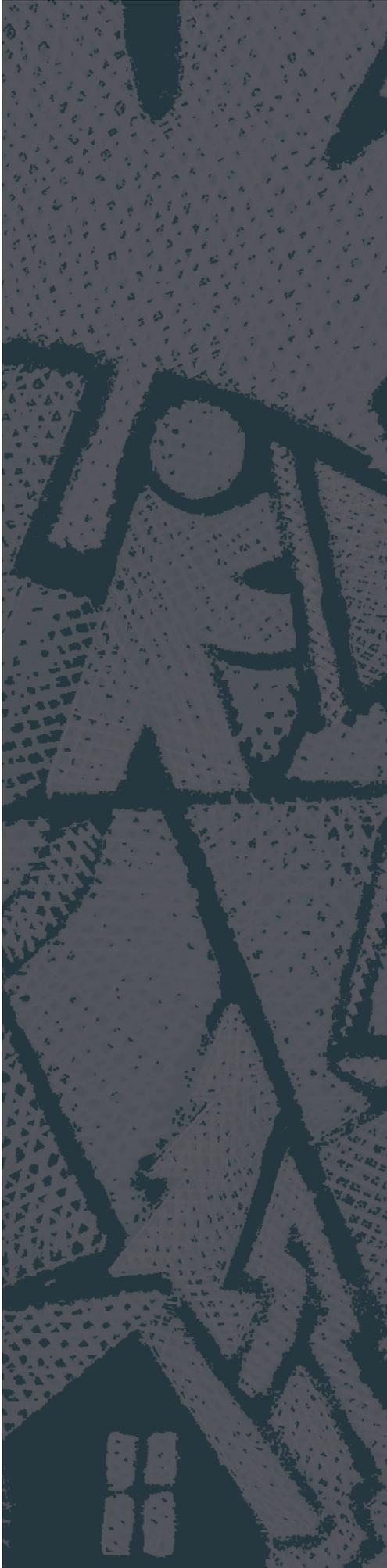
<sup>3</sup> This department funded one Navigator position in the BSC – Interlake Region.

## Données sur la capacité bilingue 2014-2015

Instances administratives	Nombre de postes désignés bilingues	Nombre de postes désignés bilingues occupés par des titulaires bilingues	Nombre de postes désignés bilingues occupés par des titulaires non bilingues	Nombre de postes désignés vacants	Nombre de postes non désignés occupés par des titulaires bilingues	Capacité bilingue totale (titulaires bilingues occupant des postes désignés bilingues ou non)
<b>BUREAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE / ORGANISMES EXTRA-MINISTÉRIELS / SOCIÉTÉS D'ÉTAT</b>						
Bureau de l'ombudsman du Manitoba	1	0	1	0	7	7
Commission des accidents du travail	5	4	1	0	8	12
Conseil des Arts du Manitoba	2	1	1	0	2	3
Élections Manitoba	1	1	0	0	1	1
Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances	5	5	0	0	16	21
Hydro-Manitoba	24	18	0	6	Aucune donnée fournie	
Régie des alcools et des jeux du Manitoba	0	0	0	0	9	9
Société d'assurance publique du Manitoba	90	80	7	3	55	135
Société des services agricoles du Manitoba	5	5	0	0	0	5
Société manitobaine de développement de l'enregistrement cinématographique et sonore	2	2	0	0	4	6
Société manitobaine des alcools et des loteries	122	110	12	0	91	201
Voyage Manitoba	1	1	0	0	1	2
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>258</b>	<b>227</b>	<b>22</b>	<b>9</b>	<b>194</b>	<b>402</b>
<b>TOTAL</b>	<b>698,1</b>	<b>551,1</b>	<b>98</b>	<b>49</b>	<b>588</b>	<b>1 120,1</b>

## Statistics on Bilingual Capacity 2014/15

Administrative Bodies	Number of Designated Bilingual Positions	Number of Designated Bilingual Positions Filled With Bilingual Incumbents	Number of Designated Bilingual Positions Filled With Non-Bilingual Incumbents	Number of Vacant Designated Positions	Number of Non-Designated Positions Filled With Bilingual Incumbents	Total Bilingual Capacity (Bilingual Incumbents in Designated and Non-Designated Positions)
<b>CROWN CORPORATIONS / EXTRA-DEPARTMENTAL ORGANIZATIONS / OFFICES OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY</b>						
Addictions Foundation of Manitoba	5	5	0	0	16	21
Elections Manitoba	1	1	0	0	1	1
Liquor and Gaming Authority of Manitoba	0	0	0	0	9	9
Manitoba Agricultural Services Corporation	5	5	0	0	0	5
Manitoba Arts Council	2	1	1	0	2	3
Manitoba Film and Sound Recording Development Corporation	2	2	0	0	4	6
Manitoba Hydro	24	18	0	6	No data provided	
Manitoba Liquor & Lotteries	122	110	12	0	91	201
Manitoba Ombudsman	1	0	1	0	7	7
Manitoba Public Insurance	90	80	7	3	55	135
Travel Manitoba	1	1	0	0	1	2
Workers Compensation Board of Manitoba	5	4	1	0	8	12
<b>SUBTOTAL</b>	<b>258</b>	<b>227</b>	<b>22</b>	<b>9</b>	<b>194</b>	<b>402</b>
<b>TOTAL</b>	<b>698.1</b>	<b>551.1</b>	<b>98</b>	<b>49</b>	<b>588</b>	<b>1,120.1</b>



# Annexe I – Énoncé de politique

*(Révisé mars 1999 et septembre 2006)*

---

# Appendix I – Statement of Policy

*(Revised March 1999 and September 2006)*



## Politique sur les services en langue française – mars 1999

## French Language Services Policy – March 1999

La Politique sur les services en langue française du gouvernement du Manitoba reconnaît le fait que la population francophone du Manitoba constitue un élément de l'une des caractéristiques fondamentales du Canada. Cette politique a pour but de permettre aux Manitobains et Manitobaines d'expression française et aux établissements qui les servent de bénéficier de services gouvernementaux comparables dans la langue des lois du Manitoba.

Dans la mesure du possible, le gouvernement du Manitoba offre ses services dans les deux langues officielles dans les régions désignées où la population d'expression française est concentrée. Les régions désignées figurent sur la carte ci-jointe.

Les instances administratives visées par cette politique tiennent compte des objectifs de cette politique et des répercussions possibles sur la population francophone lorsqu'elles planifient et exécutent des réorganisations et des réformes administratives ou législatives, y compris la réorganisation des frontières.

Les services en langue française sont offerts dans des centres de services entièrement bilingues situés dans les régions désignées. Ils sont également offerts, après autorisation ou détermination du ministre responsable des Affaires francophones, dans des centres de services partiellement bilingues où le nombre de postes et d'employés désignés bilingues est suffisant pour garantir la prestation efficace de tels services.

Les instances administratives visées par cette politique offrent des services en langue française de façon active. Le concept de l'offre active signifie que les services en français, qu'ils soient fournis oralement, par écrit ou par voie électronique, sont manifestes, facilement disponibles et accessibles au grand public, et de qualité comparable à ceux qui sont offerts en anglais.

The French Language Services Policy of the Government of Manitoba recognizes the fact that the French-speaking population of Manitoba is a constituent of one of the fundamental characteristics of Canada. The policy's purpose is to allow this community and the institutions serving it to access comparable government services in the language of the laws of Manitoba.

The services provided by the Government of Manitoba are offered, to the extent possible, in both official languages in areas where the French-speaking population is concentrated. The designated areas are shown on the accompanying map.

Administrative bodies covered by this policy consider the objectives of this policy and possible impacts on the Francophone community when planning and carrying out administrative or legislative reorganizations and reforms, including boundary reorganizations.

French language services are provided in completely bilingual service centres located in the designated areas. They are also provided, as approved or specified by the Minister responsible for Francophone Affairs, in partially bilingual service centres that have a sufficient number of designated positions and bilingual employees to ensure an effective delivery of such services.

French language services are actively offered by the administrative bodies covered by this policy. The concept of active offer means that services in French, whether provided by oral, written or electronic methods, are evident, readily available and easily accessible to the general public, and of comparable quality to those offered in English.

Toute la correspondance adressée à des particuliers ou à des groupes est rédigée dans la langue officielle que préfère le destinataire.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, tous les formulaires, les pièces d'identité et les certificats destinés au grand public sont bilingues.

Tous les documents d'information (écrits, audiovisuels ou électroniques) à l'intention du grand public sont produits dans un format bilingue, à moins qu'il soit souhaitable, en raison de contraintes de coût et de diffusion, de produire des versions anglaises et françaises. L'équivalent français peut être la version figurant sur le site Internet de l'instance administrative, dans les circonstances précisées par le ministre responsable des Affaires francophones. Les versions anglaises et françaises sont publiées en même temps.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, les sites Web fournissent des renseignements et facilitent les échanges avec le public dans les deux langues officielles.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, les affiches et les avis au public se trouvant dans des régions désignées et dans des centres de services bilingues sont rédigés dans les deux langues officielles.

L'existence des services en français est rendue manifeste à l'aide de panneaux et de messages d'accueil appropriés.

Les campagnes d'information du public en anglais sont également produites en français, sous réserve des contraintes de coût et de diffusion.

Les instances administratives visées par la politique annoncent dans les médias français les postes vacants pour lesquels la connaissance du français est obligatoire ou préférable.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, seuls des employés bilingues sont engagés dans les centres de services bilingues et dans les postes désignés bilingues jusqu'à ce que les exigences en matière de personnel bilingue soient respectées.

Lorsque le personnel d'un centre de services bilingues est entièrement bilingue, l'instance administrative encourage l'usage du français comme langue de travail.

Au moment de nommer quelqu'un à un conseil, à une commission, à un organisme, etc., on tient compte de la politique linguistique du gouvernement et du droit de tout Manitobain et de toute Manitobaine de comparaître devant un tribunal quasi judiciaire dans la langue officielle de son choix.

All correspondence with individuals or groups is in the official language preferred by the recipient.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, all forms, identity documents and certificates intended for the general public are in a bilingual format.

All information materials (written, audio-visual or electronic) intended for the general public are produced in a bilingual format, unless cost and distribution considerations justify separate language versions. The French language equivalent can be the version posted on the administrative body's Internet site in circumstances specified by the Minister responsible for Francophone Affairs. Separate language versions are released simultaneously.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, Web sites provide information and facilitate interactions with the public in both official languages.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, signs and public notices in the designated areas and in the bilingual service centres are in both official languages.

The availability of French language services is made evident with appropriate signage and reception messages.

Public information campaigns in the English language have a counterpart in the French language, subject to cost and distribution considerations.

The administrative bodies to which the policy applies use the French-language media to advertise vacant staff positions where French is a requirement or an asset.

Unless otherwise specified by the Minister responsible for Francophone Affairs, only bilingual employees are recruited in the bilingual service centres and designated positions until such time as the bilingual personnel requirements are met.

Where the staff of a bilingual service centre is completely bilingual, the administrative body encourages the use of French as the language of work.

Nominations to boards, commissions, agencies, etc., take due account of the language dimension of government policy, as well as the right of any Manitoban to use either official language before quasi-judicial tribunals.

Les instances administratives suivantes sont visées par cette politique et elles la mettent en œuvre :

- Tous les ministères, ainsi que les commissions, conseils, corporations et organismes de service spécial qui relèvent d'eux;
- Les sociétés de la Couronne et d'autres organismes ministériels;
- Les bureaux de l'Assemblée législative ainsi que les organismes quasi judiciaires soumis aux dispositions de l'article 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*;
- Les services publics réglementés par la Régie des services publics et servant des régions désignées;
- Les organismes désignés qui dispensent des services de santé et des services sociaux ainsi que les Offices régionaux de la santé qui sont désignés;
- D'autres instances, comme peut l'indiquer le ministre responsable des Affaires francophones.

Le Secrétariat aux affaires francophones, dont le mandat s'applique à toutes les instances administratives visées par la politique, est chargé de guider et de surveiller la mise en œuvre de cette politique. Dans l'exercice de son mandat, il voit à la mise en œuvre de la politique, et la facilite, de façon que le concept de l'offre active de services soit respecté, et il formule des recommandations à cet effet.

Le ministre responsable des Affaires francophones peut ordonner aux instances administratives visées par cette politique de prendre certaines mesures pour mieux respecter les objectifs de la politique.

Dans un souci de responsabilité publique, le Secrétariat aux affaires francophones publie un rapport annuel détaillant les résultats de la mise en œuvre de cette politique par les instances administratives visées. Le rapport annuel est établi en collaboration avec ces instances administratives.

---

N.B. : La politique a été adoptée en 1989 et révisée en 1999.

**Secrétariat aux affaires francophones**

Palais législatif, bureau 46  
Winnipeg (Manitoba) CANADA  
R3C 0V8

This policy applies to and is implemented by the following administrative bodies:

- All government departments and boards, commissions, corporations and special operating agencies reporting to them;
- Crown corporations and extra departmental organizations;
- Offices of the Legislative Assembly and quasi-judicial agencies subject to the requirements of Section 23 of the *Manitoba Act, 1870*;
- Public utilities governed by the Public Utilities Board and serving designated areas;
- Designated health facilities, social services agencies and Regional Health Authorities;
- Others as may be specified by the Minister responsible for Francophone Affairs.

The implementation of this policy is guided and monitored by the Francophone Affairs Secretariat, whose mandate applies to all the administrative bodies covered by this policy. In fulfilling its mandate, the Francophone Affairs Secretariat seeks and facilitates the implementation of this policy in a manner consistent with the concept of active offer and makes recommendations to that effect.

The Minister responsible for Francophone Affairs may direct the administrative bodies covered by this policy to carry out certain actions to better meet the objectives of this policy.

In order to ensure public accountability, the Francophone Affairs Secretariat publishes an annual report detailing the results of this policy's implementation by the administrative bodies covered by this policy. The annual report is prepared in collaboration with these administrative bodies.

---

Note: The policy was adopted in 1989 and revised in 1999.

**Francophone Affairs Secretariat**

Room 46 – Legislative Building  
Winnipeg, Manitoba, CANADA  
R3C 0V8

☎ (204) 945-4915

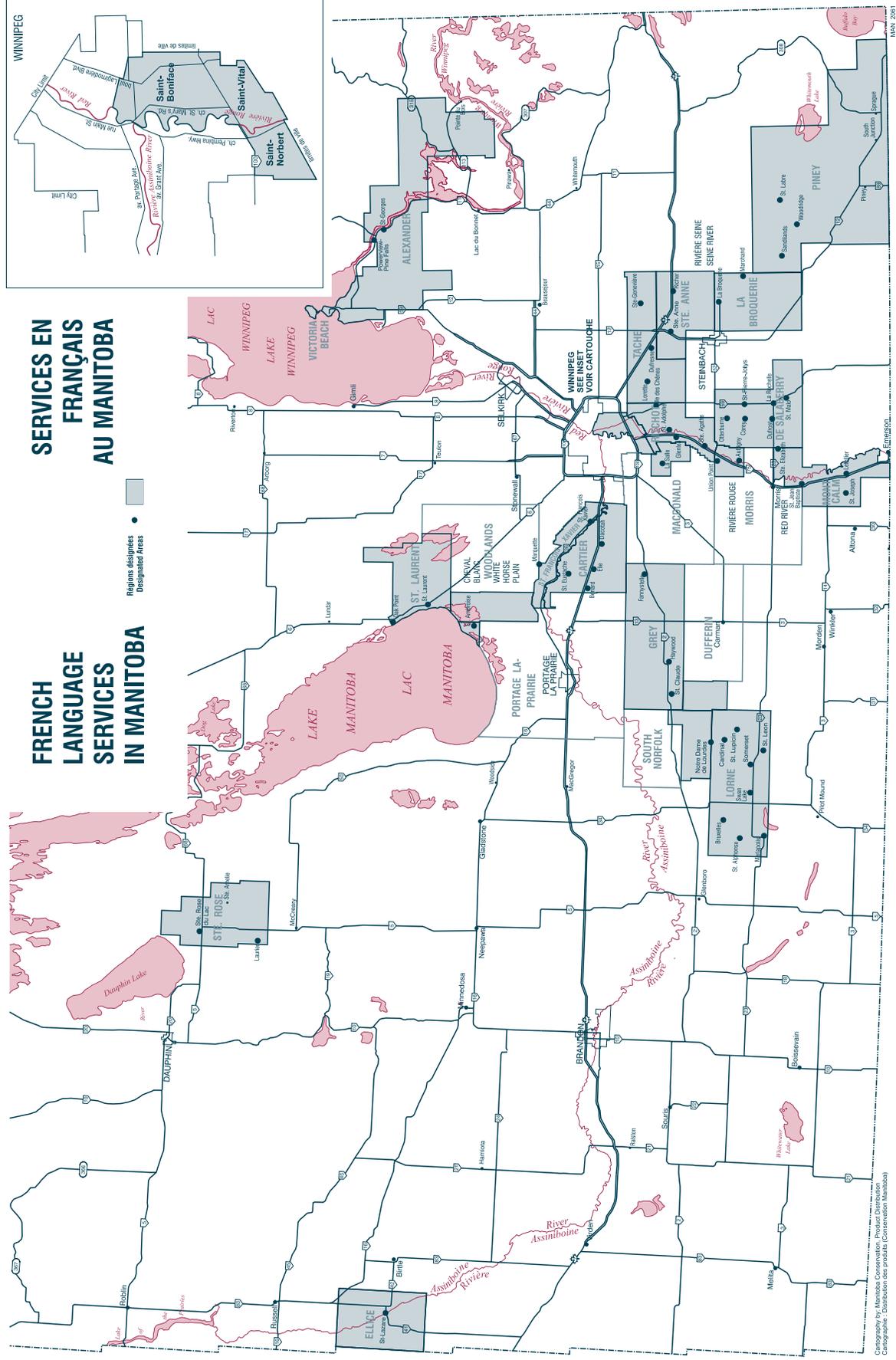
📄 (204) 948-2015

[www.manitoba.ca/fls-slf](http://www.manitoba.ca/fls-slf)

[www.csbsc.mb.ca](http://www.csbsc.mb.ca)

**FRENCH LANGUAGE SERVICES IN MANITOBA**  
**SERVICES EN FRANÇAIS AU MANITOBA**

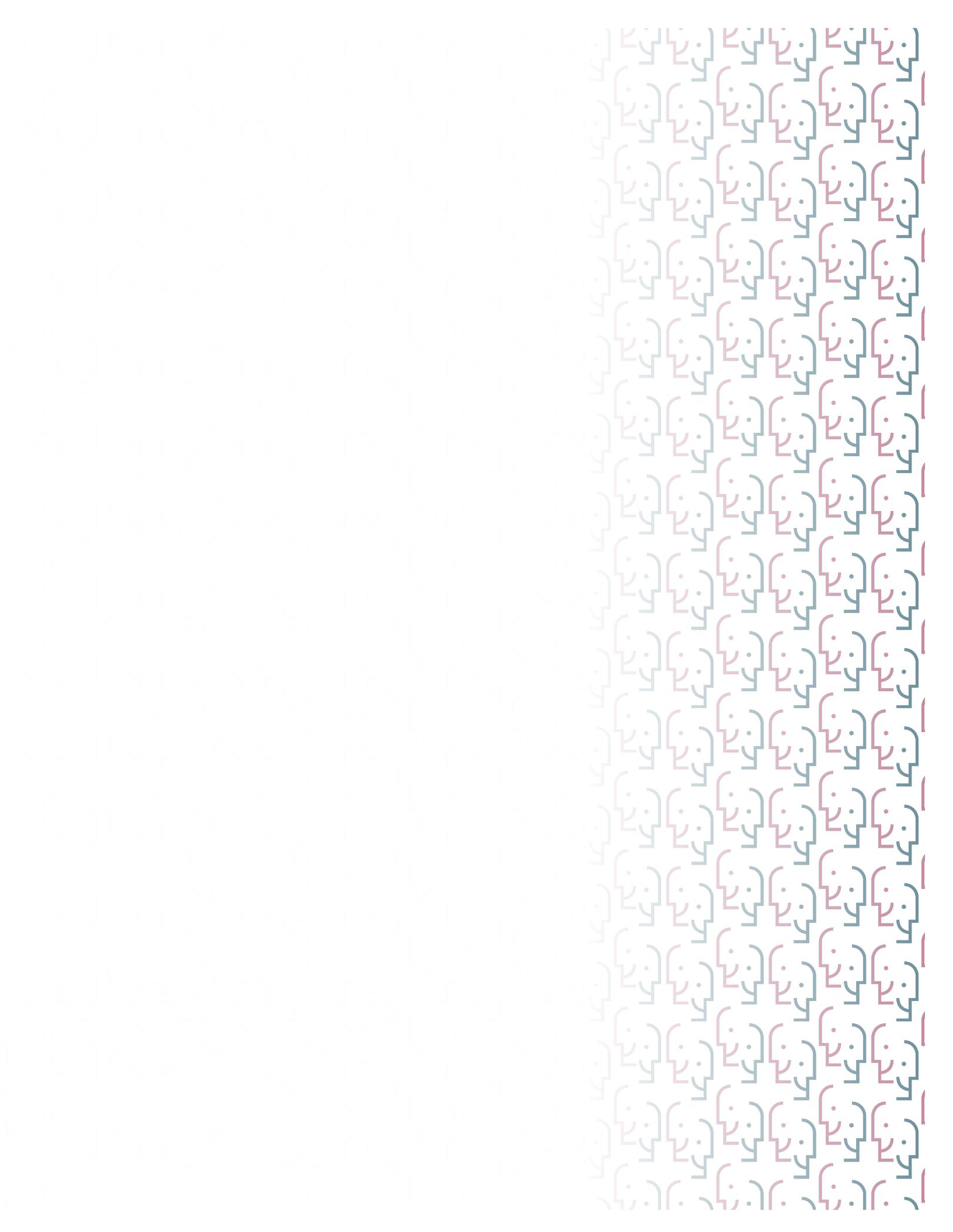
Regions designees  
Designated Areas



Cartography by Manitoba Conservation, Product Distribution  
 Cartographie: Distribution des produits (Conservation Manitoba)







Bonjour . Hello

Manitoba 